

LES RACINES DU SYNDICAT

Pas d'avenir, sans lutte

Nous voulons que le Congrès de la CGIL entraîne un changement politique et d'organisation de la ligne suivie dans ces dernières années. Voilà la raison par laquelle nous avons présenté un document alternatif, et nous vous invitons à le voter et le soutenir. Nous voulons une CGIL plus forte, afin de surmonter la crise de consensus qui nous afflige et retrouver un rapport étroit avec les travailleurs/euses, leurs besoins, leur monde. Nous croyons qu'il ne veut pas de modération, mais, au contraire, d'un surplus de radicalité. Il nous faut une CGIL où le pouvoir soit confié aux inscrits/es, aux lieux où on travaille, aux délégués/ées qui sont beaucoup plus proches aux problèmes que les travailleurs/euses vivent tous les jours. En somme, une CGIL moins (mieux encore: pas du tout) bureaucratique, moins verticistique.

Notre document vient de la base, soutenu, surtout, par des délégués/ées. Il y a peu de secrétaires généraux. L'objectif de fond est déclaré à partir du titre. Nous parlons des "racines du syndicat" parce que nous voulons faire référence à une radicalité accrue, nous voulons retrouver les traditions de lutte du mouvement syndical. En disant que "pas d'avenir sans lutte" nous voulons proposer un modèle tout à fait différent de la concertation avec les gouvernements et de l'unité avec les sommets de la CISL et de l'UIL. Une unité que, à notre avis, dans ces dernières années, a été un obstacle pour n'importe quel progrès et pour la défense de nos droits, nos salaires, nos retraites.

Quatre années se sont écoulées du dernier congrès. Pendant cette période le sommet de la direction de la CGIL a choisi de ne pas s'opposer sérieusement à un gouvernement clairement antipopulaire comme celui dirigé par Mario Draghi. Lorsque enfin on est arrivé à la grève générale, le 16 de Décembre, c'était tard. Malgré cela nous avons convaincus les gens à se mettre en grève mais après, pendant des mois, aucune mobilisation a été mise en place malgré l'énième promesse non tenue pour les retraites et les salaires appauvris par l'inflation. Nous sommes dans une situation d'une gravité extrême, créée par la pandémie, la crise écologique, la menace d'une guerre mondiale, avec nos salaires de plus en plus appauvris par une inflation qui monte en flèche. Face à tout ceci, il nous faut, plus que jamais, une CGIL antagoniste et conflictuelle, capable de s'opposer aux intérêts du gouvernement et de Confindustria.

C'est la condition même des gens que nous représentons à confirmer cela. Au cours des trente dernières années, les salaires réels ont diminué, l'horaire moyen de travail s'est allongé, la précarité a augmenté, le taux d'emploi féminin, surtout au Sud, est beaucoup plus faible que la moyenne européenne, chaque jour, en moyenne, trois personnes, trouvent la mort sur le lieu de travail. Pendant ces années des milliards d'euros ont rempli les caisses des entreprises et maintenant sont destinés aux dépenses militaires. Il ne nous reste que les miettes et les sacrifices. Cette situation risque d'empirer à cause de la guerre et de l'inflation. L'heure est venue de dire "Assez". Mais pour changer, les dirigeants de la CGIL doivent, avant tout, remettre en cause la ligne politique acceptée et pratiquée pendant ces dernières décennies.

Depuis des années, au cours des congrès, on promet une campagne pour la réduction du temps de travail à salaire égal. C'est une sacro-sainte cible, mais il ne suffit pas de l'écrire si on ne se mobilise pas à fond pour l'obtenir comme il s'est passé pour la réduction de l'âge de la retraite à laquelle, dans ces années, on a renoncé.

C'est en amont qu'il faut changer la ligne, parce que sinon on n'arrivera jamais à obtenir même pas un des droits que nous avons perdu et que nous voulons reconquérir.

Nous tous/tes devons suivre l'exemple du conflit déroulé par les travailleurs de GKN, l'usine en province de Florence, occupée par les travailleurs/euses à partir du 9 juillet 2021.

Une expérience de lutte extraordinaire, qui a réussi à donner à tous/tes une perspective de changement. Ils ont été capables de proposer une ligne syndicale alternative et radicale. Une ligne de lutte animée par un esprit revendicatif mais pas du tout sectaire, qui a réussi à mettre de côté le sentiment de défaite et de résignation et à construire un mouvement de lutte large et solidaire qui a serré ensemble les travailleurs et les travailleuses avec les écologistes, les étudiants et le mouvement pour la paix, sous le mot d'ordre: **#SOULEVONS-NOUS**.

Voilà le chemin que, à notre avis, la CGIL toute entière devrait suivre en archivant enfin des années de concertation, compatibilité, modulation salariale, résignation; des années de luttes pas faites (comme en 2011 sur les retraites) ou bien commencées en retard (comme dans le cas du Jobs Act) ou encore pas continuées (comme il s'est produit pour la dernière grève générale); des années de bureaucratisation de notre organisation, d'organismes bilatéraux et de services, de pactes sociaux et éloignement des mouvements. Il est nécessaire de renverser cette ligne, avoir le courage de redevenir un syndicat conflictuel et revendicatif, rompre avec le sentiment d'impuissance et de défaite, ne pas avoir peur de nous opposer à entreprises et gouvernements, et surtout ne pas craindre de prononcer le mot grève.

Si nous disons que nous voulons changer la situation actuelle, faisons-le, enfin, mais cette fois, vraiment et jusqu'au bout, parce que la pratique de ces dernières années a été différente et le bilan est complètement en notre défaveur. Sans conflit, mobilisations, grèves, on n'aura pas un dixième de ce qu'ils nous ont pris.

Dans cet esprit, en relation avec les mouvements sociaux. nous proposons dans ce document, de lancer une grande campagne de lutte et de mobilisation à partir de ces thèmes:

- **Contre les lois sur la précarité:** abrogation du Jobs Act et reconquête de l'art. 18. contre les externalisations, adjudications, crédit-bail du personnel (s.d. staff -leasing) alternance école-travail.

- **Pour augmenter les salaires et rompre enfin avec les politiques de modération salariale** suivies au cours des trente dernières années. Il faut revendiquer des augmentations véritables dans les contrats nationaux, supprimer le mécanisme de l'IPC que nous avons accepté ces dernières années, c'est-à-dire que le salaire est calculé sur l'inflation corrigée précisément de l'augmentation des coûts énergétiques et du pétrole. Cela appauvrit les salaires. Il est temps de revendiquer un salaire minimum et un automatisme d'adaptation des salaires contre l'inflation ("scala mobile").

- **Pour abroger la loi Fornero** et tout mécanisme automatique d'allongement de l'âge de travail. Il est inacceptable de penser que nous pouvons travailler jusqu'à 67 ans. Il faut réduire l'âge de la retraite; retourner au système de la rétribution; Anticiper la sortie de ceux qui effectuent des travaux lourds et usurants; de ceux qui ont commencé très tôt à travailler et de ceux et celles qui font aussi le travail de soin. Tout le monde le pense. Mais si nous ne nous mobilisons pas vraiment et jusqu'au bout, nous ne pourrons jamais annuler la loi Fornero.

- **Pour la réduction généralisée du temps de travail pour le même salaire.** Il faut redistribuer le travail entre ceux qui travaillent trop et ceux qui travaillent trop peu. À partir des contrats nationaux, il faut imposer des limites à flexibilité, heures supplémentaires, travail du dimanche et des jours fériés, temps partiel involontaires.

- **Pour une mobilisation permanente sur la santé et la sécurité.** Il n'est pas acceptable que, dans ce pays, trois personnes par jour, en moyenne, meurent sur le lieu de travail. Ce ne sont pas des accidents, mais des meurtres. Il faut exiger des peines sûres et plus sévères, jusqu'au crime de meurtre au travail. Il faut garantir le droit de dénoncer des conditions de risque sans rétorsion. Il faut accroître les investissements dans les contrôles d'inspection, les ressources et le personnel pour vérifier les conditions de travail et le respect des normes de sécurité.

- **Pour défendre l'emploi, contre les licenciements et les délocalisations.** Il faut en finir avec les entreprises qui prennent de l'argent du gouvernement et qui, du jour au lendemain, ferment et délocalisent.

- **Pour un État social public, universel et de qualité:** La santé, l'école, l'université et la recherche, les services sociaux, les transports, les biens communs, l'eau et le droit à l'habitation doivent être publics et garantis à tous et à toutes. Assez de réductions, privatisations, externalisations, philosophie d'entreprise et régionalisations. Non à l'auto-nomie différenciée, au bien-être contractuel et à la santé complémentaire. Il faut, en particulier, exiger la rédemption éthique, sociale et économique du Sud parce que les différences dans le pays sont énormes et insupportables

Toutes ces choses semblent impossibles juste parce qu'ils nous ont habitués à la résignation. Nous devons au contraire exiger que nous retrouvions les nombreux droits qui nous ont enlevés. Pour les dépenses militaires, pour les entreprises et pour les banques, nos gouvernements y trouvent toujours de l'argent. Mais pour nous, jamais. Il faut les exiger. Et exiger aussi une taxation fortement progressive des revenus et enfin un sérieux combat contre l'évasion et la fraude fiscales. Mais si nous ne nous mobilisons pas, si nous ne les prenons pas, personne ne nous donnera rien. Voilà ce que, à notre avis doit faire la CGIL.

Nous abordons bien d'autres sujets dans le document. En particulier, la nécessité pour la CGIL de rétablir une relation plus étroite avec les mouvements. et d'être plus radicale sur les sujets allant de l'opposition à la guerre, l'envoi d'armes et les dépenses militaires jusqu'à la crise climatique et aux droits des femmes, contre toute discrimination fondée sur le sexe et toute violence contre la répression et la haine raciale.

Nous avons décidé de présenter un document alternatif à ce congrès pas parce qu'on veut casser la CGIL mais au contraire, parce que nous voulons qu'elle soit plus forte. Se confronter à des positions différentes est normal et sain, surtout pour ceux qui, comme nous, veulent une CGIL plus démocratique et moins concentrée au sommet. Moins liée aux institutions et aux palais de la politique, fondé au contraire sur le rôle central des délégués et déléguées, sur leur autonomie et leur radicalité, sur les luttes, le vote des travailleuses et des travailleurs et sur la relation avec les mouvements sociaux.

C'est pourquoi nous vous invitons à voter sur le document 2. Pour nous donner, de la base, la force d'amener la CGIL à récupérer ses propres racines, dans le sens littéral de redevenir plus "radicale". Parce que c'est à partir de racines qu'on arrose et qu'on soigne un arbre et c'est la seule façon de renaître.

Si tu es inscrit/e à la Cgil

VOTE LES RACINES DU SYNDICAT
première signataire: **Eliana Como**